

Comment et pourquoi s'associer aujourd'hui ?

Ressorts et tournants d'une pratique fondatrice des sociétés

Colloque international organisé par l'Association Française d'Anthropologie
et le Bistrot des Ethnologues de Montpellier.

Université de Montpellier (site St Charles)

14-15 juin 2019

À l'occasion des 40 ans de l'Association Française des Anthropologues et des 25 ans du Bistrot des ethnologues, dans un contexte social et politique tendu associé à une supposée « crise des solidarités » et à de nouvelles formes de lutte, il nous paraît nécessaire de s'interroger sur les racines des engagements, leurs causes et les multiples manières de se fédérer aujourd'hui, à la fois complexes et inédites.

Un double constat se donne à notre réflexion. Nous vivons dans des sociétés où les inégalités socio-économiques, dénoncées avec force dans le récent mouvement des gilets jaunes, font partie des nouvelles dynamiques historiques, même si la pauvreté tend globalement à diminuer. Nous vivons également, dans cette partie du monde où l'État-providence amorce depuis des décennies une nette régression faisant fi des droits arrachés de haute lutte par les citoyens. Face à cela, l'engagement pour la cause publique et les diverses formes de solidarités (pratiques individuelles ou collectives, éphémères, transitoires ou un peu plus durables) se présentent comme un défi au désintérêt annoncé pour la chose publique porté par l'individualisation, le repli sur soi ou le consumérisme égocentrique. S'engager dans une société où les processus d'individuation sont possibles, peut être paradoxalement, la source d'une diversification et d'une expansion inédite des formes de l'engagement citoyen (Ion, 2012). À travers ces diverses formes de solidarités et à travers des lieux de plus en plus inclusifs dans nos engagements, que fabriquons nous ensemble ? Quelles formes de mobilisation – impliquant la rencontre, le partage des idées et des repas – les gilets jaunes ont-ils par exemple déployé ? Quel horizon, quelles pratiques démocratiques sont à revitaliser ? Quelle part doit et va prendre le débat public réclamé par un soulèvement ?

Les formes associatives ont été sommées par les institutions d'apporter de nouvelles réponses dans nos sociétés où l'État-providence liquide ses derniers oripeaux dans le cadre d'une globalisation économique, culturelle et numérique. Ces incitations à la participation peuvent aussi constituer des pièges pour la démocratie représentative, étouffant les possibilités de contester ou de s'opposer aux décisions prises par les représentants (Godbout, 2014). Il demeure que la liberté de participer à ce que Georg Simmel désigne comme des « cercles sociaux » permet indéniablement d'enrichir l'expérience politique et le pouvoir d'agir des individus. Dans quelle mesure l'expérience politique aujourd'hui ne s'enrichit-elle pas des mouvements comme ceux des Indignés, de Nuit Debout, d'*Occupy wall street* ou des mouvements connus sous le nom de « désobéissance civile » (Gros, 2017) ?

Les formes associatives nous rappellent toujours d'autres et en particulier celles qui ont présidé aux passages spécifiques à la société industrielle, étudiées par les sociologues et les historiens (Durkheim, Weber et ensuite Hobsbawm).

Aujourd'hui, les formes associatives s'inscrivent résolument dans le régime de l'économie libérale – elles ont toujours été très fortes aux États-Unis où elles ont mobilisé les forces vives de l'immigration et mobilisent aujourd'hui autour de nouvelles formes d'inégalité – tout en empruntant certains modes d'affichage et des logiques propres aux formes d'organisation traditionnelle (affinité culturelle ou élective, ritualisation des pratiques, pactisation...).

Ce colloque, qui n'a pas pour objet principal les formes associatives dans leur dimension historique, vise à interroger leurs dimensions contemporaines : la professionnalisation des associations, l'impact du numérique, les fonctions du bénévolat et son utilité sociale, les expérimentations de la démocratie participative et les solidarités nouvelles des femmes et des hommes qui la vivent. Les formes actuelles de l'engagement liées à l'exercice de la réflexivité des acteurs (signe à la fois de leur autonomie et de leur vulnérabilité) invitent les anthropologues à une réflexion singulière.

Plus encore, que signifie une implication associative en lien avec la recherche en sciences sociales ou issue de celle-ci ? Une approche réflexive vis-à-vis de nos propres manières de nous associer, de la multiplicité des usages et rapports à nos disciplines et des liens construits et à construire avec d'autres groupes et collectifs et leurs combats sera également valorisée.

Ce colloque est un appel à l'analyse et à la discussion autour de différentes expériences associatives locales, nationales, européennes et internationales.

Quatre axes sont proposés à la réflexion :

- Engagement associatif et retrait de l'État social ?

L'association entendue comme une forme d'action de sujets réunis autour d'un objectif visé en référence à des intérêts partagés questionne aujourd'hui l'engagement de l'État-providence. La question sensible

de la prise en charge des migrants et de l'accueil des mineurs non accompagnés est un exemple. En effet sur le terrain, nous constatons que l'émergence d'associations d'entraides citoyennes et de collectifs réunissant des associations et mouvements militants tendent à remplacer l'action de l'État social notamment en ce qui concerne l'accueil des primo arrivants. Les deniers publics liés à l'administration sociale sont devenus une variable d'ajustement économique alors que les modalités d'intervention de l'État dans ces domaines se sont redéployées et réorientées depuis une quinzaine d'années (Cottin-Marx et al., 2017). En conséquence le renforcement du tissu associatif d'entraide, militant et citoyen n'entraîne-t-il pas le développement d'une philanthropie capitaliste contribuant à (nous) faire réfléchir sur l'absence de volonté politique réelle d'insérer socialement ces sujets en situation de marginalité plus ou moins avancée ?

- Autour du bénévolat

Le bénévolat permet de soulever un certain nombre de questions sur l'évolution du monde associatif observé dans le cadre plus large des transformations des formes du travail et de la mobilisation politique dans la société française contemporaine (Simonet, 2010 ; 2018).

L'implication au sein d'une association en tant que bénévole est communément assimilée à des parcours de socialisation informels, autonomes et multiples qui ne sont pas soumis à des motivations économiques. Nous savons que la majorité des associations fonctionnent grâce aux bénévoles ; le temps qu'ils y dédient représenterait 680.000 emplois à temps plein selon un calcul de l'Insee Première (janvier et mars 2016). Pourtant le bénévolat a beaucoup évolué au fil du temps : les pratiques d'engagement associatif sont aujourd'hui de plus en plus formalisées dans un parcours proche de l'insertion professionnelle qui, en mobilisant un registre managérial, vise à mettre en valeur et à développer d'abord les fonctions gestionnaires et administratives au sein des associations. Dans cette individualisation de l'implication associative, les compétences des bénévoles sont conçues comme des attributs individuels, et l'association n'est plus un espace de construction des identités collectives et d'innovation sociale et économique. Elle s'ajuste aux besoins du lieu de travail néolibéral.

Si ces considérations ne peuvent pas être généralisées, elles invitent néanmoins à mettre en valeur l'hétérogénéité des logiques sociales sous-jacentes aux pratiques et aux formes d'organisation sociale dans les milieux associatifs. Face aux tensions qui s'organisent autour du rôle des bénévoles, comment se façonnent aujourd'hui les nouvelles formes d'engagement et de mobilisation politique au sein des associations françaises ?

- Entre l'association et les mouvements de lutte

La contestation est l'un des soubassements de la démocratie représentative et l'association est un outil pour l'expression de ces idées alternatives et leur mise en œuvre par l'expérimentation ou la transformation sociale. Certains outils numériques aujourd'hui banalisés (tels que les plateformes de covoiturage) constituent des réponses pratiques misant sur la plus-value que représente la forme collaborative, et sont parvenus à bousculer les standards de l'économie. Ces dernières années marquées

par une recrudescence de la répression policière ont vu fleurir une multitude d'initiatives de solidarité en vue de soutenir des publics fragilisés (migrants, sdf, handicapés...), des causes délaissées malgré leur caractère urgent (écologie, rôle des femmes), allant jusqu'à prendre la forme de simples manifestes sur les réseaux sociaux. Le mouvement des gilets jaunes qui conjugue plusieurs axes de revendications provenant de diverses formes de luttes (économiques, écologiques, solidarités sociales...) est venu remettre au cœur de l'analyse des sciences sociales la question de la mobilisation spontanée et de la lutte des classes. De plus, leur mobilisation qui ne se construit ni dans un cadre syndical ni associatif, au sens formel du terme, est relayée sur des plateformes numériques. Celles-ci, telle Facebook, permettent l'organisation en temps réel d'une lutte durable. Serait-elle la nouvelle forme d'association future ? Cette question centrale amène également les anthropologues à repenser leur méthodologie. Les mobilisations #metoo et #balance ton porc montrent corollairement l'efficacité et l'ampleur des conséquences politiques que peuvent porter de tels mouvements qui associent les acteurs sur les plateformes numériques.

- Sciences sociales associatives et engagées

La multiplication depuis une décennie d'associations et de collectifs en lien avec les sciences sociales est manifeste. Par ailleurs, l'interdisciplinarité aujourd'hui prônée dans toutes les instances de recherche questionne la place attribuée et revendiquée par les anthropologues dans ces collectifs et regroupements. Sociétés professionnelles « savantes », de médiation scientifique, « militantes », cabinets de conseil, collectifs culturels, compagnies théâtrales... Leurs formes sont diverses mais toutes sont généralement issues de personnes formées aux sciences sociales et ont pour objet de décloisonner les mondes académiques et non académiques. Quels sont les usages des sciences sociales de telles initiatives et quels rapports à l'engagement et au politique produisent-elles ?

Bibliographie :

Godbout Jacques T., *La participation contre la démocratie*, Liber, Montréal, 2014.

Gros Frédéric, *Désobéir*, Albin Michel, Paris, 2017.

Cottin-Marx & al., « Quand les associations remplacent l'État ? », *Revue française d'administration publique*, 2017/3, n°163.

Ion Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris, 2012.

Simonet Maud, *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?* La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2010.

Simonet Maud, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?* Textuel, 2018.

Les propositions d'une page maximum sont à envoyer **avant le 1^o avril 2019** à l'adresse suivante contact@ethnobistro.fr Merci de mentionner précisément vos coordonnées professionnelles et affiliations institutionnelles ainsi qu'une adresse email valide. Les réponses des organisateurs concernant la sélection des propositions seront transmises fin avril 2019.

Comité d'organisation :

Dominique Crozat (Géographe, professeur d'université, Montpellier 3, rattaché au FRE 3027 ART-Dev)

Emmanuelle Dumas (Chargée de mission du Bistrot des Ethnologues)

Lucille Gallardo (Doctorante en sociologie, Université Paris Nanterre SOPHIAPOL, co-fondatrice de l'association Le Tamis)

Wenjing Guo (Docteur en Anthropologie, Chercheure associée au CESSMA, Paris Diderot)

Nicole Khouri (Sociologue, IMAF, Université Paris 1, membre du bureau de l'AFA)

Marie-Ange Lasmènes (Docteur en Ethnologie, Directrice du cabinet Paroles, Paroles, Consultante en Ethnologie et Valorisation des patrimoines locaux)

Gaëlla Loiseau (Doctorante en sociologie, Université du Havre, rattachée UMR 6266 IDEES-LH, Anthropologue associée au Lérès, Présidente de l'ARCE-Bistrot des Ethnologues à Montpellier)

Barbara Morovich (MCF en Anthropologie, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg, EA 7309 AMUP, Présidente de l'AFA, co-fondatrice de l'association Horizome)

David Puaud (Docteur en Anthropologie sociale et ethnologie, Chargé d'enseignement Sciences-Po Paris – Univ. de Poitiers, Formateur-chercheur Institut Régional du Travail Social Poitou-Charentes Nouvelle Aquitaine)

Virginie Poujol (Anthropologue, Directrice du Lérès)

Francesco Staro (Docteur en Anthropologie, Chercheur associé au laboratoire LAVUE, équipe AUS)

Anaïs Vaillant (Docteure en Anthropologie, fondatrice de l'association TàD-ID, Terrain à déminer)

How and Why Do We Unite Today?

The Mechanisms and Shifts in a Founding Practice of Societies

An International Conference Organised by the French Association of Anthropology
and the Montpellier Bistro of Ethnologists

University of Montpellier

June 14-15 2019

We mark the 40th anniversary of the French Association of Anthropology and the Bistro of Ethnologists in a tense social and political context tied to a supposed solidarity crisis and to new forms of struggle. On this occasion we therefore find it important to consider the roots of engagement, its causes, and the many ways, both complex and unscripted, to organise today.

A dual assessment informs our reflection. We live in societies where socio-economic inequalities, forcefully denounced in the recent Yellow Vests protest, are part of the new historical dynamics, even if poverty is diminishing globally. We also live in that part of the world where decades ago the welfare state began its clear decline, disdaining citizens' highly fought-for rights. In this situation, involvement in the public cause and diverse forms of solidarity (practices that are individual or collective, ephemeral, transitory or longer lasting) challenge the disinterest towards the state that results from individualization, introversion or egocentric consumerism. To become socially engaged in a society where processes of individuation are possible may be, paradoxically, a source of diversification and a new expansion of forms of citizen engagement (Ion, 2012). With these diverse forms of solidarity and places that are increasingly inclusive of involvement, what are we creating together? What forms of mobilisation – that involve meeting people and sharing ideas and meals – have the Yellow Vests, for example, deployed? Which horizons, which democratic practices need revitalizing? Which role should, and will, take the public debate called for by an uprising?

Institutions have called upon organizations to provide new solutions in our societies where the welfare state spends its last money within the framework of economic, cultural and digital globalization. These incentives to participate can also become traps for representative democracy, stifling possibilities of contest or opposition to the decisions taken by one's representatives (Godbout, 2014). Nonetheless, the liberty to take part in what Georg Simmel refers to as "social circles" undeniably allows for an

enrichment of the political experience and the acting power of individuals. In what measure does the political experience of today not further itself through movements such as those of the Indignados, Nuit Debout, Occupy Wall Street and others known by the name of “civil disobedience” (Gros, 2017)?

Modes of organising always remind us of others and in particular those that presided over specific stages of industrial society, as studied by sociologists and historians (Durkheim, Weber, and then Hobsbawn). Today, forms of social organisation inscribe themselves resolutely in the regime of liberal economy. Such organisations have always been very strong in the United States where they have galvanised the full resources of immigration and today mobilise around new forms of inequality. They do so all while borrowing certain modes of expression and strategy proper to traditional forms of organisation (cultural or elective affinity, ritualization of practices, pacts ...).

This conference aims to examine the contemporary aspects of forms of organisation (and does not have as its principal object their historical dimensions), for example, the professionalization of organisations, the impact of digital technology, the function of volunteering and its social utility, experimentations in participative democracy, and new forms of solidarity among the women and men who live this democracy. Current forms of social engagement in relation to the exercise of the actors’ reflexivity (a sign of both their autonomy and their vulnerability) solicit a singular reflection on the part of anthropologists.

Furthermore, what is the significance of organisational involvement in connection to social science research, or derived from it? Reflexive approaches vis-à-vis our own ways of forming associations and organisations, the many functions and relations to our disciplines, and the established and yet to be established ties with other groups and their actions will be equally valorised.

This conference calls for analysis and discussion of different experiences of social engagement and organisation, on the local, national, European or international level.

There are four proposed thematic directions:

- [Social Organisations and the Withdrawal of the Welfare State?](#)

Social organisation is understood here as an action on the part of subjects united around a specific objective, one that is based on shared interests. Such organisations now call into question the role of the welfare state. The sensitive question of the financing of migrants and the reception of non-accompanied minors is one example. Indeed, in the field, we observe that the emergence of citizen organisations for mutual aid and action groups that unite organisations and militant movements tend to replace the activity of the welfare state, notably in what concerns the reception of newcomers. Public funds for social administration have become a variable of economic adjustment whereas the state’s procedures in these domains have been redeployed and reoriented for fifteen years (Cottin-Marx et al, 2017). As a result, does the expansion of the organisational network of mutual aid, both militant and citizen, not lead to the

development of a capitalist philanthropy? This situation contributes to (our) thought on the absence of real political will to integrate marginal subjects into society.

- On Volunteer Work

Volunteer work leads to a certain number of questions on the evolution of the world of social organisation, as observed in the larger context of transformations in types of employment and in political mobilisation in contemporary French society (Simonet, 2010; 2018).

Volunteer participation in an organisation is commonly viewed as an informal, autonomous and divergent path of socialisation that is not subject to economic motivations. We know that the majority of organisations operate thanks to volunteers; the time dedicated represents 680,000 fulltime employments, according to a calculation by Insee Première (January and March 2016). However, volunteer work has greatly evolved over the course of time. Today, organized volunteering is increasingly formalized in a similar trajectory to professional integration that, by using a managerial approach, aims to emphasize and develop first the managing and administrative functions within organisations. In this tailoring of organisational involvement, the volunteers' skills are seen as individual attributes, and the organisation is no longer a space for the development of collective identities and for social and economic innovation. Organisations adapt themselves to the requirements of the neoliberal workplace.

While these observations cannot be generalised, they nevertheless highlight the heterogeneity of the social patterns underlying the customs and forms of social organisation in such environments. In light of the tensions that develop around the role of volunteers, how do new forms of engagement and political mobilisation establish themselves within French organisations?

- On Organisations and Resistance Movements

Dissent is one of the foundations of representative democracy and social organisations are instrumental in the implementation of these alternative ideas and their execution through experimentation or social transformation. Certain digital devices that are commonplace today (such as carpooling platforms) are practical responses that wager on the surplus value represented by the collaborative form and that have managed to disrupt economic standards. These recent years marked by a fresh upsurge of police suppression have seen flourish a multitude of solidarity initiatives in support of vulnerable populations (migrants, the homeless, the disabled ...) and causes that are neglected despite their urgent character (environmentalism, the role of women). Such initiatives can even take the form of simple manifestos on social networks. The Yellow Vest movement, which unites the demands of different fights (economic, environmental, social solidarities...), has reinjected the issue of spontaneous mobilisation and class struggle within social science analysis. Moreover, their mobilisation does not develop through a union or organisational structure, in the formal sense of the term. Instead, it is relayed through digital

platforms. These platforms, such as Facebook, enable the organisation of a lasting struggle in real time. Could this be the new form for future organisations? This central question also leads anthropologists to reconsider their methodology. The #metoo and #balancetonporc movements in correlation show the effectiveness and reach of political consequences achieved by such movements that bring actors together through digital platforms.

- Organisational and Engaged Social Sciences

The decade-long increase in organisations and action groups linked to the social sciences is manifest. Yet in addition, the interdisciplinarity favoured today in all research environments calls into question the role attributed to and claimed by anthropologists in these actions groups and new organisations. Whether “scholarly” professional organisations, ones for scientific mediation, “militant” organisations, consulting groups, cultural collectives, theatre companies... Their forms are diverse but all generally stem from people trained in the social sciences and have the aim of connecting the academic and non-academic worlds. What are the practical experiences of the social sciences in such initiatives and what relations to social engagement and political life do they produce?

Abstracts of one page maximum are to be sent **before April 1, 2019** to the following address: contact@ethnobistro.fr. Please include your professional contact information, institutional affiliation, and a valid email address. The organisers’ responses to the selection of proposals will be sent at the end of April 2019.